

*Denrées alimentaires—Comité*

Monsieur le président, le comité spécial que le gouvernement se propose d'établir devra présenter un rapport sur la tendance des prix et faire des recommandations. Il n'est pas nécessaire de former un comité pour cela. Tous les Canadiens reconnaîtront avec moi que les prix sont à la hausse. Point n'est besoin, par conséquent, de former un comité afin de connaître la tendance des prix, car il est évident qu'ils sont à la hausse. Et j'imagine que si le gouvernement donne un tel mandat au comité, c'est probablement parce que la Commission Young, avec toutes ses études, qui ont coûté des milliers de dollars, n'a pas réussi à découvrir si les prix étaient à la hausse ou à la baisse, puisque le gouvernement revient à la charge.

Il est absolument incroyable qu'on se contente de tourner ainsi en rond et qu'on se demande encore si les prix sont à la hausse. Ces études ne donneront pas un sou de plus à aucun consommateur, sinon aux fonctionnaires qui accompagneront les membres du comité.

L'autre partie du mandat de ce comité prévoit qu'il étudiera les facteurs locaux et étrangers qui expliquent les tendances des prix de l'alimentation.

Monsieur le président, dans le chapitre des facteurs qui peuvent influencer les prix, on n'apprend rien à personne. Si l'on considère les résultats de la Commission Barber sur les prix des instruments aratoires, dont l'honorable député de Bellechasse (M. Lambert) parlait dans son discours d'hier soir—rapport qui, d'ailleurs, dort encore sur les tablettes, sous dix pouces de poussière—on y retrouve d'autres conclusions qui font état des facteurs étrangers et locaux à l'augmentation des prix.

Si l'on consulte les rapports qu'a présentés le Conseil économique du Canada depuis sa formation, on se rendra compte que les facteurs locaux et étrangers de la hausse des prix à la consommation ont été découverts par cet organisme, mais, là encore, ces conclusions demeurent le livre de chevet du très honorable premier ministre et du chef de l'opposition officielle (M. Stanfield). On ne va pas plus loin, car les gouvernements, conservateurs progressistes ou libéraux qui se sont succédé depuis 100 ans ont eux-mêmes été les principaux facteurs de l'augmentation des prix et des salaires, par le truchement de leur politique, qui a pour tout effet d'enlever du pouvoir d'achat aux contribuables et de créer un déséquilibre entre la consommation et la production, ce qui ne fait qu'accroître l'inflation.

Monsieur le président, si l'on considère les facteurs qui influent sur les prix à la consommation, il faudra parler non pas de taxation directe, mais de taxation indirecte, notamment de la taxe de vente sur les matériaux de construction, laquelle augmente le prix à la consommation. On devra également parler de l'impôt sur le revenu des particuliers, qui enlève également à ceux-ci du pouvoir d'achat. Qu'arrive-t-il dans de telles conditions? Le citoyen canadien voit son revenu grevé par toutes sortes d'impôts, et il en résulte inévitablement pour lui une incapacité d'acheter des denrées qu'il a lui-même produites. Pourquoi? Parce que, entre l'opération de production et celle de la consommation, les gouvernements interviennent toujours pour diminuer le pouvoir d'achat, mais n'osent jamais songer un instant qu'il faudrait peut-être faire l'inverse pour résoudre le problème, c'est-à-dire augmenter le pouvoir d'achat de l'individu.

[M. Fortin.]

Il est assez paradoxal qu'en dépit d'une surproduction, au Canada, non seulement les conclusions des études, mais même certains députés disent qu'il y a sous-consommation, parce que les prix sont trop élevés. Il est curieux de constater que tout le monde joue autour du problème, mais que personne ne s'y attaque réellement.

On a longtemps ri du Crédit social, disant qu'il prônait une doctrine folichonne et qu'il voulait faire fonctionner une machine à piastres. Aujourd'hui, tous les gens sérieux savent que cela est faux. Dans les explications qu'ils donnaient de leur doctrine, les créditistes ont souvent répété que l'individu constituait la pierre angulaire du système économique, et que dans la mesure où l'individu participe réellement à la vie économique de son pays, celui-ci est sainement administré, et le gouvernement atteint véritablement sa fin, qui est de rendre financièrement possible ce qui est physiquement souhaitable pour le citoyen canadien.

Monsieur le président, les divers gouvernements qui se sont succédé ont toujours eu comme politique d'aller chercher plus d'argent dans les goussets des contribuables pour financer d'innombrables programmes, que ce soit dans le domaine de la sécurité sociale, dans celui de l'expansion économique régionale ou dans n'importe quel autre domaine, ce qui ne fait que réduire le pouvoir d'achat des contribuables.

Devant ce fait et devant la hausse des prix et des salaires, le Crédit social propose deux solutions: premièrement, étant donné que le problème majeur est le manque de pouvoir d'achat, il serait impérieux de proposer l'établissement d'un revenu annuel garanti pour chacun des citoyens, quelles que soient sa situation, sa langue, sa race ou sa religion, afin de lui permettre d'obtenir sa part de la production nationale, sans qu'en soient augmentés les prix ou les salaires. Qu'on accorde à chacun selon son âge et selon certaines catégories, compte tenu de la situation économique présente, un revenu que permettrait d'assurer non seulement que le travail de l'individu soit encouragé, mais encore qu'il ait les moyens financiers de participer réellement à la production et à la consommation en permettant d'écouler les produits qui sont sur le marché.

Monsieur le président, les ministres des Finances qui se succèdent se gargarisent de grands mots lorsqu'ils disent que le Canada a une très grande production nationale. Dans le prochain budget, le ministre des Finances (M. Turner) dira que, grâce à la bonne administration du gouvernement, la production nationale brute a encore augmenté de tant pour 100. Mais dans l'entre-temps, le pouvoir d'achat des contribuables aura également diminué, la pauvreté se sera accrue et il en coûtera de plus en plus cher pour administrer les régimes de sécurité sociale. On grève d'impôt ceux qui travaillent pour en donner à ceux qui ne gagnent pas, et finalement la roue économique ne tourne pas rond.

Nous proposons donc d'accorder à chaque citoyen canadien un revenu annuel garanti, scientifiquement calculé, de façon à lui permettre d'acheter la part de la production nationale qu'il a gagnée, soit par son travail, soit à titre de citoyen canadien, comme c'est son droit le plus strict.

Deuxièmement, monsieur le président, il est certain que cette mesure augmenterait la production au Canada, sans augmenter nécessairement les prix, mais il va de soi que les prix pourraient quand même augmenter.